



SILENCE, ON FERME : 100 milliards et ça repart !

Le président de la République veut « désengorger les urgences » : il fallait oser !!!

Décidemment, le président Macron n'a pas compris la colère profonde qui traverse le pays, ou alors il cherche volontairement à tendre encore plus la situation. Dans son allocution du lundi 17 avril, il a affirmé sans frémir que « d'ici la fin de l'année, nous devons avoir désengorgé tous nos services d'urgences ».

A un moment où des dizaines de services hospitaliers, de maternités, de services d'urgences ferment du fait des décisions de ce même président, à un moment où des centaines de milliers de malades n'ont plus de médecins pour les soigner, à un moment où des patient.e.s décèdent sur des brancards faute de soins... il fallait vraiment oser prononcer cette injonction mortifère !

➔ Faut-il rappeler au président le vote du budget de l'Objectif National des Dépenses d'Assurances Maladie 2023 qui met sciemment en déficit les hôpitaux publics ? C'est sa responsabilité !

➔ Faut-il lui rappeler les nombreux départs de professionnel.le.s dégoûté.e.s par des conditions de travail faisant perdre tout sens à leur métier ?

➔ Faut-il lui rappeler les 21 000 lits fermés, dont 5 700 pendant le Covid, depuis sa prise de fonction ?

➔ Faut-il lui rappeler les milliers d'hospitalier.e.s viré.e.s manu militari de l'hôpital en 2021, suspendu.e.s à un moment où on avait le plus besoin d'eux ? Ils et elles ne sont toujours pas réintégré.e.s !

➔ Faut-il lui rappeler les conséquences dramatiques de l'interdiction de libre accès aux

urgences mise en place depuis l'été dernier dans de nombreux départements, comme pour ce jeune homme de 17 ans décédé récemment à Toulouse avant d'avoir pu accéder aux urgences ?

La liste n'est pas exhaustive, mais la colère, elle, est totale.

Nous avons les plus grandes inquiétudes sur ce que le président entend par « désengorger ». Dans la situation actuelle du système de santé, cela sonnerait plutôt comme « se débarrasser » des patient.e.s !

La fédération Santé Action Sociale s'inscrit en totale opposition avec les propos du président. Ce ne sont pas les patient.e.s qui « engorgent » les urgences, c'est le gouvernement qui met l'hôpital à l'os.

➔ A l'inverse, la fédération Santé Action Sociale revendique l'ouverture de tous les services d'urgences 24h / 24, la fin du tri des patient.e.s par pré-régulation obligatoire et un libre accès à l'hôpital pour la population.

➔ Le président doit renforcer les équipes des services d'urgences et des SMUR en embauchant et en revalorisant les salaires de tou.te.s les professionnel.le.s.

Nous exigeons également l'arrêt immédiat des fermetures, quelle que soit la spécialité : il nous faut plus de lits d'aval pour hospitaliser celles et ceux qui en ont besoin.

➔ Il est urgent d'augmenter nos salaires, et d'embaucher massivement, pas de nous faire travailler deux ans de plus !!

➔ RETRAIT DE LA LOI !!



Des bras, des lits pour l'hôpital public !

Le 1^{er} mai : TOU.TE.S DANS LA RUE !

